

Article paru dans La Forge

Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France, avril 2008.

www.pcof.net

Sarkozy l'américain, à la remorque de Bush-la-guerre

L'annonce officielle du retour, d'ici la fin de l'année, de la France au sein de toutes les structures de commandement de l'Otan a été faite dans la foulée de la décision d'augmenter sensiblement le corps expéditionnaire français en Afghanistan. Plusieurs centaines de soldats des troupes de combat vont s'ajouter aux forces déployées depuis 2001 dans l'est de ce pays et, par la suite, au Tadjikistan qui accueille une base aérienne d'où partent les avions français qui bombardent les cibles désignées par le commandement de l'Otan.

Ces deux décisions sont complémentaires : l'envoi des renforts est le prix payé pour le retour à part entière dans l'Otan, dans l'espoir d'obtenir des postes pour les généraux français et de jouer un rôle majeur dans la construction d'une défense européenne "complémentaire" de l'Otan. L'Otan, une organisation militaire sous tutelle US, dont l'objectif était de développer la coopération militaire USA-Europe contre l'URSS et les pays socialistes, n'a cessé, après l'effondrement de l'URSS et du Pacte de Varsovie, d'étendre ses prérogatives, aussi bien au niveau de ses missions que de ses terrains d'intervention, tout en renforçant la militarisation de l'Europe. C'est soi-disant pour protéger les pays européens des missiles iraniens que le sommet de l'Otan, tenu à Bucarest, a donné le feu vert au déploiement d'un vaste dispositif de bases et d'armements qui menace aussi la Russie. L'élargissement de l'Otan à l'Albanie et à la Croatie et, demain, à la Macédoine, à la Géorgie et à l'Ukraine, s'inscrivent dans cette stratégie de militarisation, de déstabilisation et de guerre. C'est donc à cette stratégie que Sarkozy veut que les armées françaises participent pleinement. Ce sont des décisions graves, prises exclusivement par l'exécutif, avec un simulacre de débat parlementaire. Elles signifient une participation accrue de l'impérialisme français à la politique de "guerre sans limites" que mène l'impérialisme US, embourbé en Irak et en Afghanistan. L'opinion publique de notre pays est majoritairement opposée à ces choix et à cette orientation. De nombreuses forces politiques et sociales ont pris position pour dénoncer cet alignement sur la politique US et pour dénoncer l'atlantisme de Sarkozy. Des initiatives sont en cours pour donner une expression large et unitaire à cette opposition. Notre parti participe à ce travail de mobilisation qui s'inscrit dans la lutte d'ensemble contre la politique réactionnaire de Sarkozy.

Non à l'envoi de troupes françaises en Afghanistan

Troupes française, hors d'Afghanistan

Non à la politique de guerre de l'OTAN

Ni retour, ni réintégration : il faut sortir de l'OTAN

Le borbier afghan

Lors du débat sur la motion de censure déposée par le PS, le PCF et les Verts, Fillon n'a pas manqué de rappeler que c'est Jospin, premier ministre de cohabitation, qui a envoyé 1 500 hommes en Afghanistan, sans vote du Parlement. L'agression contre l'Afghanistan avait été décidée par l'administration Bush, en riposte aux attentats du 11 septembre 2001. Le but officiel de cette guerre était le renversement du régime des Talibans, accusé d'être la base arrière du "terrorisme islamiste". Quelques années auparavant, ces mêmes Talibans, de même que Ben Laden, avaient été soutenus par l'impérialisme US contre l'URSS qui s'est cassée les dents en Afghanistan.

En novembre 2002, nous disions : "Les bombes larguées par les B-52 creusent les sillons des futurs pipe-lines qui doivent amener le gaz et le pétrole caucasien vers l'Europe, la Chine, l'Inde. Les projets de tracés slaloment entre Etats à éviter ou à écarter (l'Iran, la Russie)" (1). Nous avons dénoncé "l'union sacrée" à laquelle le peuple était appelé et, dans toutes les manifestations, dans

tout le travail de mobilisation, nous avons mis en avant le refus de la busherie impérialiste et le refus de la participation de la France.

Cette guerre dure depuis 7 ans. Elle a fait des milliers de victimes, elle a ravagé le pays et la seule production qui prospère est celle du pavot. Cette guerre a été en partie éclipsée par la guerre de destruction massive menée par l'impérialisme US contre l'Irak. Et si elle revient au premier plan aujourd'hui, c'est parce que les troupes d'occupation, au nombre de 47 000, rencontrent des difficultés croissantes sur le terrain. Les Talibans ont renforcé leurs capacités de résistance et les multiples "bavures" et autres "dégâts collatéraux" des bombardements aériens dressent les tribus contre l'occupation du pays et contre le régime Karzaï, qui ne contrôle qu'une infime partie du territoire.

Un récent rapport de l'agence qui coordonne l'action d'une centaine d'ONG (2) travaillant en Afghanistan dresse un tableau édifiant de "l'aide internationale à la reconstruction", qui avait été présentée comme le volet humanitaire de l'intervention militaire. Sur les 25 milliards de \$ promis par "la communauté internationale", dix seulement auraient été versés et, sur cette somme, le gouvernement Karzaï, qui est censé en gérer les 2/3, se dit incapable de dire à quoi ils ont été utilisés.

C'est dans ce "bourbier afghan" que Sarkozy a décidé d'engager de nouvelles troupes (3), alors qu'en avril 2007, il s'interrogeait sur la pertinence du maintien des troupes françaises à long terme ! Le sommet de l'Otan de Bucarest a précisé que ces troupes allaient rester "au moins cinq ans", le temps de former une armée de 80 000 Afghans. Ce n'était donc qu'une promesse de campagne. Aujourd'hui, il répond aux demandes réitérées de Bush de "partager le fardeau" de la "guerre sans limites contre le terrorisme". C'est l'argument de Fillon, devant l'Assemblée nationale. C'est pourquoi, nous sommes pour exiger le retrait de toutes les forces d'occupation, aussi bien celles qui sont déjà déployées que celles qui vont être envoyées en renfort.

L'élargissement de l'Otan

Cette guerre a d'autres cibles, notamment l'Iran. Là aussi, Sarkozy participe activement à la campagne de diabolisation de l'Iran, utilisant chaque nouvelle déclaration provocatrice du régime iranien pour faire monter les menaces d'intervention militaire internationale. Si une invasion terrestre n'est pas à l'ordre du jour, les préparatifs d'un bombardement aérien, associant Israël, continuent. Début avril, les autorités israéliennes ont organisé une manœuvre de grande ampleur sur le thème de la riposte civile et militaire à des attaques de missiles. C'est pour intercepter des missiles iraniens que les 26 chefs d'Etat et de gouvernement réunis en sommet de l'Otan à Bucarest ont donné leur accord au déploiement de missiles d'interception en Pologne et d'une base radar en République Tchèque (4). Ce dispositif s'inscrit dans le dispositif global qu'a mis en place le Pentagone, sans même demander l'avis à ses alliés, alors que ce dispositif surveille l'espace, les communications civiles et militaires (5). La deuxième décision de ce sommet concerne l'adhésion de l'Albanie et de la Croatie. La candidature de la Macédoine n'a pas été retenue, parce que la Grèce refuse qu'un Etat porte ce nom. Bush n'est pas parvenu à faire passer les candidatures de la Géorgie et de l'Ukraine. En fin de mandat, Bush n'avait pas les moyens de forcer la main à la chancelière allemande Merkel, qui avait à plusieurs reprises exprimée son opposition en faisant valoir qu'une telle décision serait interprétée comme un acte de grande hostilité à l'égard de Poutine et de la Russie. Ce qui est la réalité. Sarkozy et d'autres dirigeants européens sont allés dans le même sens. Mais le communiqué final précise que ces adhésions "auront lieu", plus tard. Ce n'est donc que partie remise.

Qu'il s'agisse du "bouclier anti-missiles" ou de l'élargissement de l'Otan aux pays de l'Est européen, cette alliance militaire est l'instrument aux mains de l'impérialisme US pour sa politique d'hégémonie mondiale. C'est une raison supplémentaire à nos yeux pour militer en faveur de la sortie de la France de cette alliance militaire.

Sarkozy a essayé de présenter son opposition à l'élargissement de l'Otan à la Géorgie et à l'Ukraine, comme la preuve qu'il n'était pas "aligné" sur Bush et que le retour de la France dans toutes les structures de l'Otan lui donnait plus de poids vis-à-vis de l'allié US. Il prétend que ce

retour s'inscrivait dans la construction d'une Europe de la défense, "complémentaire" de l'Otan. Cela nous amène à revenir sur la caractérisation de sa politique internationale.

Alignement sur l'impérialisme US, atlantisme ?

Les grandes lignes de sa politique internationale ont été tracées dans le discours qu'il a tenu aux ambassadeurs, le 27 août dernier. Il y affirme la nécessité de renforcer les liens avec l'impérialisme US, distendus par les désaccords sur la question de la guerre contre l'Irak. Il faut tourner cette page. Il confirme sa vision d'une Europe de la défense "complémentaire" de l'Otan, et en aucune façon "concurrente". Il annonce que la France "prendrait toute sa place dans l'Otan". Il faut préciser cette question, car on entend quelquefois parler du "retour" dans l'Otan, alors que l'impérialisme français ne l'a jamais quittée. L'impérialisme français a participé à pratiquement toutes les interventions militaires de l'Otan, à l'exception de celle contre l'Irak, en 2003. L'armée française a notamment participé à la guerre menée par l'Otan contre la Serbie, une guerre qui n'avait pas été avalisée par l'ONU. Si on peut parler d'alignement sur la politique de l'impérialisme US, cela signifie que la bourgeoisie française estime qu'elle a aujourd'hui tout à gagner à renforcer les liens avec l'impérialisme US. Cela ne supprime évidemment pas les contradictions, et ne signifie pas que l'impérialisme français serait devenu un simple vassal des USA. C'est une attitude pragmatique, qui tient compte des rapports de force, des forces et des faiblesses de l'impérialisme français. Il en est de même en matière de politique de "défense européenne". Plutôt que d'en faire un terrain de confrontation politique avec les USA et leurs nombreux alliés au sein de l'UE, les dirigeants français, civils et militaires, les industriels de la défense, défendent la vision de la "complémentarité" qui leur permet de gagner des marchés, comme on vient de le voir avec l'attribution à EADS, préféré à Boeing, du marché nord-américain des avions ravitailleurs. Ce n'est pas un secteur de pointe, le contrat a été obtenu grâce à une alliance avec la firme US Northrop Grumman, comme l'a expliqué le pdg d'EADS : "Ce partenariat est réel et c'est bien Northrop Grumman qui a conclu le contrat avec le Pentagone. Ce sont eux les maîtres d'œuvre. Nous allons leur livrer un avion qu'ils militariseront. Nous aurons bien sûr notre part de la valeur ajoutée mais la répartition exacte fait partie de notre jardin privé." Et comme il l'a expliqué, "l'assemblage des avions se fera aux Etats-Unis, la composante en dollars de cet appareil est donc plus importante que sur nos autres appareils". Ce marché constitue un premier pas dans la délocalisation de la production vers la zone dollar, un objectif du vaste plan de restructuration engagé chez EADS.

Notes

(1) La Forge 413, "Afghanistan 2001, la sale guerre de l'impérialisme". Voir aussi le dossier "La guerre impérialiste contre l'Afghanistan", publié dans La Forge 412.

(2) Agence ACBAR.

(3) Les forces françaises qui participent déjà aux opérations militaires sont de l'ordre de 2 200 hommes, en comptant ceux qui sont sur la base aérienne de Douchanbe au Tadjikistan, et ceux qui sont sur les navires du groupe aéronaval déployé en Mer Rouge.

(4) Pour compléter ce "parapluie", il est prévu de déployer des missiles anti-missiles, du type Patriot ou Aster, sur les navires de la flotte croisant dans la Méditerranée. Le missile Aster est produit par Aérospatiale-Matra, qui fait partie du conglomérat EADS.

(5) Il s'agit notamment du service d'écoute "échelon" dont une partie des installations est située au Royaume-Uni et qui permet d'écouter toutes les liaisons, y compris celles des "alliés". Cela a notamment servi aux monopoles d'armement US pour connaître les offres, en principe secrètes, de leurs concurrents (EADS) et de pouvoir remporter des marchés de fournitures militaires.